

Célébration jeudi de la Journée mondiale de lutte contre le Sida

Arrib News, 30/11/2011 – Source Xinhua Sida : le défi reste immense pour le Burundi La Journée Mondiale de lutte contre le Sida, célébrée le 1er décembre de chaque année, est une occasion d'interpeller le monde entier que « le VIH/Sida toujours présent par ici par là » et que « les millions de personnes vivant avec la pandémie doivent jouir entièrement leurs droits en proscrivant jamais les pratiques de stigmatisation et de discrimination », a déclaré mardi dans une interview accordée, Mme Jeanne Gapiya, présidente de l'Association Nationale des Séropositifs et des Sidaïens (ANSS), une ONG burundaise engagée dans la lutte contre le VIH. Rappelant le thème pour la Journée sur la lutte contre le Sida de 2011, « Aucun enfant ne doit plus naître avec le VIH/Sida », Mme Gapiya a affirmé que le chemin reste encore long, si des progrès ont été enregistrés.

Au Burundi, on relève des gens sous les traitements antirétroviraux (ARV) aujourd'hui, alors qu'il y a 15 ans, « on n'aurait jamais pensé à cela », a-t-elle souligné, précisant que l'on compte plus de 25.100 personnes sous traitement ARV dans le pays. Le Burundi, a-t-elle dit, ne souffre pas aujourd'hui de rupture de stocks en ce qui concerne l'approvisionnement des médicaments antisida et des actifs pour le dépistage de l'infection VIH. Néanmoins, on recense 68.309 personnes « qui sont en attente de prendre les traitements », a déploré la présidente de l'ANSS. « C'est pourquoi je dis, certes il y a des avancées visibles, mais il y a encore beaucoup à faire ». Selon Mme Gapiya, les efforts dans la lutte contre le VIH au Burundi sont matérialisés par le fait que les ARV sont disponibles dans les stocks locaux et fournis gratuitement aux malades. Au Burundi, a-t-elle ajouté, seulement 29,9% des femmes ont pu suivre le programme « transmission mère-enfant ». On est en situation de cercle vicieux au Burundi, a fait remarquer Mme Gapiya. On parle de « zéro décès, zéro nouvelle infection » alors que l'on fait encore face à des « bactéries infectieuses » que les décès sont encore immenses au pays, a-t-elle souligné. Elle a admis le vœu que les hautes autorités publiques soient conscientes de la dimension de l'enjeu en question et qu'elles soient à pied d'œuvre pour mettre tous les moyens adéquats en place. D'après Mme Gapiya, au cours des dernières années, « on enregistre en moyenne 5.000 décès par an » au sein de la seule ANSS. A la question de savoir l'annonce du retrait de la Banque Mondiale dans l'appui au secteur Sida au Burundi au début de cette année, Mme Gapiya a déclaré que l'on n'en est pas encore à l'étape du chaos, en plaidant pour une relève de la part du gouvernement. Avec la crise financière planétaire, a dit Mme Gapiya, on parvient difficilement à la mobilisation des financements extérieurs en général et des ressources pour le Sida en particulier. Certes, a-t-elle conclu, les Burundais ont vivement besoin de la solidarité internationale pour pouvoir « gagner la guerre » contre la pandémie du Sida, mais il faut avant tout une volonté politique concrétisée par la mise sur pied d'un fonds national pour soutenir le programme de la lutte contre le Sida, conformément aux accords d'Abuja qui recommandent à tout gouvernement de consacrer au moins 15% de son budget annuel au secteur de la santé. Sida : le Burundi veut baisser le taux de prévalence à 2% d'ici 2015. Alors que le monde entier s'est fixé l'objectif d'appeler à 3 zéros (0 nouvelle infection, 0 discrimination et 0 décès liés au Sida) d'ici 2015, les associations burundaises impliquées dans la lutte contre le Sida indiquent qu'elles pourront atteindre au moins le taux de 2%, a affirmé Dr Munyana Laurence, chargée du PPTME (Programme de Prévention Transmission Mère-Enfant) au sein du Réseau Burundais des Personnes Vivant avec le VIH/Sida (RBP+) qui coordonne les activités au niveau communautaire. « Pour le moment, on est vraiment loin puisqu'on est presque à 35% de la transmission VIH à l'enfant. On veut arriver au moins à 2% parce qu'on sait que ça sera difficile d'atteindre 0% en 2015 », a-t-elle relevé. Elle a expliqué ce pessimisme par le réalisme. Elle dit-elle, eu égard à ce taux auquel on est aujourd'hui « seulement presque trois ans de la date butoir, il est difficile d'atteindre l'objectif fixé ». Au niveau de la coordination, Dr Laurence indique qu'on a établi des conventions avec l'association dans chacune des 17 provinces administratives du pays. Cette association sensibilise la population en vue d'améliorer le programme de la Prévention Mère-Enfant au niveau de la communauté. A ce même niveau de la coordination, on organise des réunions de 50 leaders religieux par an dans chaque province pour les sensibiliser sur cette question de PPTME et d'autres réunions avec les administratifs dans chaque province pour qu'ils aident à leur sensibiliser leurs administrés. Au niveau des associations, Dr Laurence a dit que l'on organise des séances de sensibilisation en faveur des couples pour qu'ils adhèrent au PPTME et qu'on a créé des groupes de parole dans chacune des 129 communes où l'on enseigne le VIH de façon générale tout en insistant particulièrement sur le PPTME, le planning familial et la santé de la reproduction. On invite à peu près 40 personnes en deux séances dans chaque commune. Toujours au niveau communautaire, on organise des rencontres trimestrielles des pairs éducateurs au niveau de chaque commune qui ont été formés sur le PPTME pour donner des informations en rapport avec ce programme et l'on procède à une évaluation trimestrielle au niveau de chaque province. Malgré toutes ces activités, son pessimisme réside dans les coutumes et moeurs des Burundais comme par exemple les maris qui n'adhèrent pas facilement à ce programme à telle enseigne que les femmes n'osent même pas leur dire leurs états sérologiques (le cas inverse pouvant aussi arriver). Ses autres inquiétudes sont liées aux ruptures des ARV qui parfois arrivent, au fait qu'on ne peut plus nourrir les femmes vulnérables enceintes ou allaitantes faute de moyens financiers qui ne viennent plus comme avant. « Au niveau de la coordination, on souhaite que dans chaque centre de santé il y ait au moins un site PPTME », a conclu le Dr Munyana Laurence.